La bibliothèque du Parlement québécois : les méthodes de composition de la collection, de 1802 à 2002

Collections Development at the B.A.N.Q. from 1802 to 2002

Los métodos de composición de la colección de la BANQ de 1802 a 2002

Gaston Bernier

Volume 53, numéro 3, juillet–septembre 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030647ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030647ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernier, G. (2007). La bibliothèque du Parlement québécois : les méthodes de composition de la collection, de 1802 à 2002. *Documentation et bibliothèques*, 53(3), 155–164. <https://doi.org/10.7202/1030647ar>

Résumé de l'article

Les modes ou canaux d'acquisition de la documentation ont été nombreux aux cours des deux derniers siècles. L'auteur se penche ici sur ceux utilisés par la bibliothèque du Parlement québécois : missions à l'étranger, achat de collections privées, truchement des agences, acquisitions à la pièce de simples citoyens, héritages administratifs, dépôt administratif, échanges et, enfin, dons occasionnels. L'auteur replace ces pratiques dans l'histoire du livre en Amérique et jette aussi un coup d'oeil sur celles suivies par d'autres établissements documentaires du pays laurentien.

La bibliothèque du Parlement québécois : les méthodes de composition de la collection, de 1802 à 2002

GASTON BERNIER

gastonbernier@assnat.qc.ca

Ce qu'il y a de merveilleux dans le passé, c'est qu'on en sait déjà l'avenir.

— Jean D'ORMESSON

RÉSUMÉ | ABSTRACTS | RESUMEN

Les modes ou canaux d'acquisition de la documentation ont été nombreux aux cours des deux derniers siècles. L'auteur se penche ici sur ceux utilisés par la bibliothèque du Parlement québécois : missions à l'étranger, achat de collections privées, truchement des agences, acquisitions à la pièce de simples citoyens, héritages administratifs, dépôt administratif, échanges et, enfin, dons occasionnels. L'auteur replace ces pratiques dans l'histoire du livre en Amérique et jette aussi un coup d'œil sur celles suivies par d'autres établissements documentaires du pays laurentien.

Collections Development at the B.A.N.Q. from 1802 to 2002

Over the last two centuries, varied methods have been used to develop library collections. The author investigates those used by the library of the National Assembly of Québec, namely, through missions to other countries, the purchase of private collections, acquisitions made through agencies, piecemeal acquisitions from the public, collections willed to the library and, lastly, through legal deposit, exchanges and gifts. The author situates each method within the context of the history of the book in North America and briefly examines the practices of other Canadian libraries.

Los métodos de composición de la colección de la BAnQ de 1802 a 2002

Los modos o canales de adquisición de la documentación han sido numerosos a lo largo de los dos siglos pasados. El autor se centra aquí en aquellos utilizados por la Biblioteca del Parlamento Quebequense : misiones en el extranjero, compra de colecciones privadas, por intermedio de agencias, adquisiciones por unidad de simples ciudadanos, herencias administrativas, depósito administrativo, intercambios y, por último, donaciones ocasionales. El autor vuelve a situar estas prácticas en la historia del libro en América y echa un vistazo a aquellas seguidas por otros establecimientos documentarios del país laurentiano.

LES OBSERVATEURS DES RÉALITÉS documentaires font deux constats qui semblent contradictoires quand ils cherchent à décrire l'évolution qu'a connue et que connaît le milieu. Les uns, côté cour, se hasardent à affirmer que le monde de la documentation est marqué par la stabilité et la permanence des fonctions, des rôles et des objectifs. D'autres, côté jardin, semblent faire fond sur des façons de faire changeantes, sur des techniques « nouvelles » qui se renouvellent de décennie en décennie ou même d'année en année.

Lorsqu'il s'agit des acquisitions ou de l'achat de la documentation, celui qui retient les vues d'ensemble notera que la Bibliothèque de l'Assemblée nationale ou du Parlement québécois n'a eu de cesse de se procurer, grâce aux moyens en usage à différentes époques, la documentation utile à son lectorat. Mais, on peut utiliser un autre prisme et s'en tenir aux multiples façons de faire qui se sont succédé en la matière.

Au cours du dernier demi-siècle, la Bibliothèque, à l'égal des autres établissements documentaires, a fait ses achats de livres par l'intermédiaire de quelques librairies et confié ses abonnements de périodiques ou de journaux à des agents spécialisés. Certaines méthodes qui ont eu cours entre le début du XIX^e siècle et le début du XXI^e, diversifiées et nombreuses, ont évolué, mais plusieurs autres sont tombées en désuétude. Les autorités législatives ont tour à tour ou simultanément envoyé des missions à l'étranger, acheté des bibliothèques privées et des volumes à la pièce de particuliers, profité d'annexions ou d'héritages administratifs, bénéficié du dépôt légal ou de mécanismes similaires, établi des programmes d'échange et accueilli des dons spontanés, commandé des volumes auprès des libraires et des éditeurs eux-mêmes. Ces méthodes seront tour à tour présentées ci-après, une fois plantés trois éléments du décor ou du contexte : l'essentiel de l'histoire de la Bibliothèque, les ressources allouées et l'état du monde commercial du livre.

Un regard rétrospectif révèle, avec les années, un laminage progressif de la proportion des dépenses d'acquisition de la documentation par rapport aux dépenses de fonctionnement.

Survol historique

La bibliothèque des parlementaires québécois a été mise sur pied en 1802¹. Durant une décennie, députés et conseillers utilisèrent les services d'une bibliothèque privée logée dans le palais législatif. Pendant quelques années, le Parlement disposa de deux collections, l'une pour la Chambre basse et l'autre pour la Chambre haute. Entre 1840 et 1866, les collections suivirent les hommes politiques qui siégèrent tour à tour à Québec, Montréal, Toronto et Kingston. En 1867, la plus grande partie des collections fut « expropriée » par l'État fédéral nouvellement constitué et le Parlement québécois, dédommagé dans les années 1890, recomposa une nouvelle bibliothèque, d'abord sous la direction du poète Pamphile Le May et, par la suite, sous celle de Narcisse-Eutrope Dionne².

On a l'habitude de dire que les bibliothèques législatives sont des bibliothèques générales. Cela est vrai dans la mesure où leurs lecteurs ou leurs usagers sont des hommes politiques qui s'intéressent à l'évolution de leur société dans toutes ses dimensions : santé, instruction, loisirs, culture, développement économique, bien-être, etc. Il est des prismes disciplinaires qui sont privilégiés par le milieu : le droit, l'histoire, l'économie, les sciences politiques. Par ailleurs, on observe également que l'actualité et les ouvrages contemporains y sont plus particulièrement prisés. On y note aussi l'importance des publications dites gouvernementales, législatives ou administratives des États « modèles » et des États limitrophes.

En outre, on doit garder à l'esprit le fait que la bibliothèque a joué de nombreux rôles au cours de son histoire : elle a été une « bibliothèque nationale » dans les faits; elle a été une bibliothèque ouverte au public de la capitale et on y empruntait des volumes; elle a été également le bras documentaire de la fonction publique; de nombreux étudiants y ont étudié et fait leurs recherches. De là la collection diversifiée qu'elle possédait et mettait à disposition, et donc des multiples moyens d'acquisition auxquels elle recourait.

Les moyens ou mécanismes utilisés par la Bibliothèque pour composer une collection en fonction des besoins de la représentation nationale et des lecteurs forains ont évolué avec le temps et se sont ajustés aux diverses époques, de même qu'aux ressources financières allouées.

Ressources allouées

La mesure des sommes allouées³ à la bibliothèque des parlementaires dans son ensemble et à la ligne budgétaire « documentation » permet de se faire un portrait du contexte.

Les crédits mis à la disposition du conservateur et attribués au poste budgétaire « livres et périodiques » ont été la plupart du temps accordés avec parcimonie. À titre de curiosité, on peut rappeler que la Bibliothèque, entre 1807 et 1842⁴, disposait annuellement de 275 à 300 £⁵, de 4 000 \$ en 1862, de 11 000 \$ en 1912, de 38 000 \$ en 1961-1962 et, 35 ans plus tard, de 293 500 \$. Ces importants écarts masquent toutefois la stabilité de la répartition des crédits entre les services administratifs et même législatifs. En revanche, on doit noter que des crédits spéciaux destinés à l'achat de la documentation ont été accordés à plusieurs occasions : « *nine thousand six hundred and twenty-one pounds, nine shillings and six pence sterling*⁶ », en 1855, constituait la cagnotte d'Alpheus Todd à son départ pour l'Europe; 5 000 \$, en 1871 (à un moment où les émoluments du directeur étaient de 1 000 \$); après l'incendie de 1883, les autorités avaient dégagé une somme de 18 000 \$ pour qu'on regarnisse les rayons; 3 000 \$ destinés à l'achat de la collection du juge Antoine Polette, en 1888, une somme pigée dans les coffres du gouvernement⁷; 8 000 \$ au début des années 1890 (alors que le budget de la Bibliothèque était de 7 800 \$).

Un regard rétrospectif révèle, avec les années, un laminage progressif de la proportion des dépenses d'acquisition de la documentation par rapport aux dépenses de fonctionnement. En 1868-1869 et pour l'exercice suivant, elles représentaient 80 et 74% des crédits. En 1913-1914, l'achat de la documentation en phagocytait encore le tiers (en gros, 4 300 \$ sur 13 000 \$). Au tournant de l'année 2000, la proportion était d'un peu moins de 10%. Le phénomène représente un arrière-plan intéressant aux opérations d'enrichissement des collections, dramatique au premier regard, mais assez normal après un second.

1. Les 50 premières années de la Bibliothèque sont décrites par Gilles Gallichan dans *Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849* (Québec, Septentrion, 1991).

2. On trouvera la lignée des responsables de la Bibliothèque, depuis Samuel Phillips jusqu'à Philippe Sauvageau, dans *Les responsables de la Bibliothèque de l'Assemblée depuis 1802* (Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 2002), de même que dans les articles de Gilles Gallichan publiés dans le *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale* (vol. 20, n° 1, avril 1991 et vol. 20, n° 2, août 1991).

3. Les chiffres qui suivent sont tirés de l'article « La Bibliothèque de l'Assemblée nationale : les crédits, le personnel et les services d'hier à demain », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 31, n° 8 1-2, mars 2002, p. 10.

4. Gilles Gallichan, *Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849*, op. cit., p. 332 ; également Canada. Province. Legislative Assembly. Journals, 1844-1845, p. 203.

5. « ... there was said to have been a general understanding among the members that the Clerk was [...] empowered to expend annually a sum not exceeding 300 £. » Cité dans F. Dolores Donnelly, *The National Library of Canada. A Historical Analysis*, Ottawa, Canadian Library Association, 1973, p. 4.

6. *Ibid.*, p. 13.

7. *Débats du Conseil législatif*, 1889, p. 17.

Qu'on ait voulu éviter les importantes commissions exigées par les agents locaux ou étrangers²⁹ explique le recours à des missions à l'étranger pour l'acquisition de la documentation, ce à quoi s'ajoute probablement des obstacles inhérents au contexte de l'époque : réseaux de distribution restreints, difficulté du repérage, lenteur et aléas des communications. On semble avoir par la suite abandonné cette pratique sans doute en raison d'un flux plus régulier des imprimés et de leur plus grande accessibilité.

Une deuxième méthode d'enrichissement de la bibliothèque des parlementaires, à peine moins flamboyante que les missions documentaires, était l'achat global ou partiel de bibliothèques privées. Étienne Parent, déjà en 1834, alors qu'il en était le directeur, avait pensé à cette formule comme moyen économique d'enrichir les collections³⁰. Et de fait, l'Assemblée ou le Parlement a fait l'acquisition de plusieurs bibliothèques privées au cours des ans, de celle du banquier John Fleming³¹, en 1843, à celle de Georges-Émile Marquis, le dixième bibliothécaire, en 1953. Dans le premier cas, on s'était procuré 346 volumes choisis³² et dans le second, 1 112 volumes³³, dont 390 ont été réservés à la Bibliothèque de Hull. Entre ces dates, on a également acheté la bibliothèque principalement scientifique du juge John Fletcher (1845); une partie de celle, essentiellement historique, du docteur et ex-député de Yamaska, Edward Baily O'Callaghan (1883), mise aux enchères à New York et dont Faucher de Saint-Maurice avait acheté sur place 253 volumes sur environ 2 500 au nom du gouvernement québécois³⁴; celle du juge Antoine Polette (1888), composée de 1 900 volumes de droit; celle du naturaliste Léon Provencher (1893; 600 volumes) et celle de l'ex-chef de l'État Théodore Robitaille (1897; 812 volumes), sans oublier, la plus célèbre de toutes : celle de P.-J.-O. Chauveau, acquise en 1892 et classée bien national en 2003³⁵. En 1941, on faisait également l'acquisition d'une collection de 593 brochures, dite « collection Choquette³⁶ ». Les archives gardent aussi la trace d'une « bibliothèque Després », dont on aurait acheté une partie en 1946³⁷, d'albums acquis, sans doute au début des années 1940, du notaire Cyrille Tessier³⁸ et d'une collection de près de 1 200 pièces de théâtre obtenue « à prix très modique³⁹ » à la même époque.

Comme pour les missions envoyées à l'étranger, l'achat de bibliothèques privées, en totalité ou en partie, constituait un moyen de pallier les faiblesses du réseau de distribution. Des libraires ont, semble-t-il, eux aussi tâté de la formule⁴⁰. On notera que quatre achats ont été effectués dans la décennie qui a suivi l'incendie de 1883, alors qu'on voulait regarnir les rayons de la Bibliothèque. De nos jours, une telle pratique est de plus en plus rare.

40. Le 16 novembre 1944, Wilson & Lafleur demande à Georges-Émile Marquis l'adresse d'Auguste Galibois, décédé depuis peu et qui avait une bibliothèque considérable (AAN, Fonds Marquis, dossier 3.6).

L'acquisition de collections privées est une formule qui était souvent retenue en raison du nombre de volumes en cause, des sommes versées et souvent de la notoriété du propriétaire.

supposait (et suppose toujours) une répartition des commandes entre « au moins trois librairies agréées » et on tenait des statistiques de la répartition consultables à la demande.

Achats à la pièce auprès de citoyens

L'acquisition de collections privées est une formule qui était souvent retenue en raison du nombre de volumes en cause, des sommes versées et souvent de la notoriété du propriétaire. Parallèlement, l'histoire garde également la trace d'achats à la pièce auprès de lecteurs ou de citoyens au cours de certaines années, en particulier entre 1909 et 1949. Au départ, les comptes publics alignent les noms des fournisseurs et, par la suite, on retrace dans les archives de Georges-Émile Marquis, conservateur de 1935 à 1952, des offres de volumes à vendre et des propositions d'achat dans une dizaine d'échanges épistolaires.

Les vendeurs potentiels dont il est question dans les dossiers de Marquis sont de La Malbaie, de Montréal, de Toronto, mais surtout de Québec. Le processus est simple : on offre des documents à la Bibliothèque en raison de besoins financiers, du décès de leur propriétaire, etc. Tantôt Marquis refuse les offres⁵⁶, tantôt il fait une sélection des titres qui intéressent l'institution⁵⁷, demande à voir les volumes et fait part de la pratique observée en matière de fixation des prix. En 1943, il précise à Louis Payette, un correspondant de Québec : « nous payons 50% de la valeur commerciale et plus cher quand ce sont des livres hors du commerce. Ce qui veut dire que pour un volume broché in-8, nous payons de 0,80 à 0,75 \$, et pour le même relié, de 1 \$ à 1,50 \$, suivant sa condition⁵⁸. » Marquis rédige même la facture des livres qu'il désire acquérir et la soumet pour approbation au vendeur : « Inclus, je vous adresse copie d'un projet de facture que j'ai préparé pour le dernier lot de livres que vous m'offrez en vente⁵⁹. »

On peut supposer que les petites transactions avec les citoyens ont été découragées avec les années. Cepen-

dant, il est fort possible qu'il y en ait eu au XIX^e siècle, si l'on interprète bien le passage suivant : « Plusieurs ouvrages ont été achetés de W. Rawson, Écuyer, ci-devant secrétaire de la Province⁶⁰... » Au début du XX^e siècle, on enregistre une « prise » d'importance, l'achat de *Théâtre des cités du monde* de George Braun. Ernest Myrand note que le propriétaire du chef-d'œuvre avait refusé les offres de deux bibliothèques américaines et l'avait offert, par « fierté nationale », à la bibliothèque des parlementaires⁶¹. Mais somme toute, l'apport documentaire concret et réel que représentait ce type d'achat devait être mince par rapport à celui des missions à l'étranger ou des achats de collections privées entières ou partielles.

Héritages administratifs

La bibliothèque parlementaire québécoise a profité de sa proximité avec la fonction publique pour ajouter une corde à son arc et diversifier ses propres collections. La technique des fusions et annexions est expérimentée une première fois en 1842, au moment où les livres jusque-là propriété de la législature du Haut-Canada sont répartis entre les bibliothèques du Conseil législatif et de l'Assemblée du Canada Uni⁶². Mais la même technique aura joué contre l'État québécois en 1867 : Ottawa expropria la bibliothèque purement et simplement et versa, une vingtaine d'années plus tard, une compensation financière tant à l'Ontario qu'au Québec⁶³.

Un quart de siècle plus tard, la représentation nationale fit des pieds et des mains pour que la collection constituée par P.-J.-O. Chauveau au département de l'Instruction publique soit intégrée à celle du parlement, et la chose fut exécutée en 1875⁶⁴. En 1883, l'apport de cette bibliothèque représentait le tiers de la collection de l'Assemblée, soit 6 017 volumes sur 30 000, selon une évaluation⁶⁵ de Faucher de Saint-Maurice réalisée à la suite de l'incendie du 19 avril. Un second transfert fut réalisé en 1913. La liste de 6 522 volumes fait 80 pages dans le rapport annuel du bibliothécaire⁶⁶ et leur intégration se poursuivait toujours en janvier 1920⁶⁷.

Au début des années 1980, le Centre de documentation du ministère des Communications se défaisa de 8 000 dossiers de coupures de journaux⁶⁸ et la Biblio-

60. Rapport du bibliothécaire daté du 28 novembre 1844, dans *Journaux...*, 1844, appendice C.

61. Rapport du bibliothécaire, 1918, p. 4.

62. *Journaux...*, 1842, appendice B (point 8).

63. Fiona M. Watson, *A credit to this province : A history of the Ontario Legislative Library*, Toronto, Ontario Legislative Library, 1993, p. 67-68.

64. Hélène Sabourin, *À l'école de P.-J.-O. Chauveau*, Montréal, Leméac, 2003, p. 179-180.

65. Lettre datée du 1^{er} septembre 1883 (AAQ, dossier 502862 ; 2.0150).

66. Rapport du bibliothécaire, novembre 1913 à décembre 1914, appendice 1.

67. Ernest Myrand écrit : « ... la classification des livres composant l'ancienne bibliothèque du département de l'Instruction publique se continue et leur versement sur les rayons des sections organisées se poursuit... » (Rapport du bibliothécaire, 1919, p. 5.)

68. *Ibid.*, 1980, p. 11. Une grande partie des dossiers, ceux de 1950 à 1970, fut détruite dans l'incendie d'un entrepôt du ministère des Travaux publics en 1981 (*ibid.*, 1981, p. 10).

sur l'acquisition de livres..., *Règlements refondus du Québec*, 1981, p. 5-082).

56. Lettre adressée à Jules Bourbonnière (Montréal) datée du 20 mai 1936. Ce dernier offrait 900 albums de coupures constitués « au cours des cinquante dernières années » et 300 volumes (AAN, Fonds Marquis, dossier 1.9).

57. Il écrit à Jean Rousseau (Québec) le 4 mai 1949 : « Sur les trente-deux volumes que vous m'avez adressés, il y en a dix seulement que nous n'avons pas. [...] Voici la liste des dix... »

58. Lettre datée du 13 août 1943 (*ibid.*, dossier 3.5).

59. Lettre de G.-É. Marquis à M^{me} L. J. Montreuil (Québec) datée du 1^{er} mai 1941 (*ibid.*, dossier 3.1).

Comme la diffusion numérique et la mise à disposition électronique permettent de faire mieux et plus rapidement, même les programmes limités aux publications parlementaires ont été ajustés aux nouvelles réalités technologiques.

bibliothécaire afin qu'il puisse les expédier aux bibliothèques échangistes⁷⁷. Après la Confédération, les publications de l'État fédéral américain ont été dirigées vers Ottawa et il fallut attendre 35 ans avant que soit signée une nouvelle entente entre Québec et Washington. Ernest Myrand, directeur de la Bibliothèque de 1912 à 1921, a décrit l'initiative de son prédécesseur, entérinée en haut lieu, auprès des gouvernements argentin, brésilien, chilien et états-unien, la visite dans la capitale américaine du président (ou orateur) Évariste LeBlanc et sa rencontre avec le major francophone Edmond Mallet, alors superintendant aux Affaires indiennes, lequel avait mis son habileté au service des besoins documentaires québécois⁷⁸. Toujours est-il qu'en 1901, le gouvernement américain, par l'intermédiaire du *Smithsonian Institute*, fit don au Québec des *Washington Papers* publiés entre 1869 et 1901, soit 2 550 volumes et 3 650 brochures⁷⁹. Ce « *pipeline* » documentaire coula tout au cours du xx^e siècle⁸⁰ et changea de forme avec l'apparition des microfiches d'abord, puis des publications électroniques. On sait, grâce aux archives de l'Assemblée nationale, que le même type d'échange liait la Bibliothèque à d'autres pays, États ou provinces : Nebraska⁸¹, Minnesota⁸², Manitoba⁸³, et peut-être la Californie⁸⁴.

Au début du xxi^{e} siècle, on peut considérer que de tels programmes ont vécu, mais ils étaient encore fort importants une décennie plus tôt⁸⁵. Comme la diffusion numérique et la mise à disposition électronique permettent de faire mieux et plus rapidement, même les

programmes limités aux publications parlementaires ont été ajustés aux nouvelles réalités technologiques⁸⁶. Bref, rares sont les assemblées et les gouvernements qui expédient encore des publications imprimées à leurs homologues.

Dons occasionnels

La Bibliothèque de la représentation nationale a également compté sur les dons spontanés de nombreuses personnes, d'établissements documentaires locaux⁸⁷ et sur d'importants dons « unilatéraux » d'autres pays, pourrait-on dire.

Les parlementaires québécois et canadiens ont exploité ce filon après l'incendie de 1849, et des lettres circulaires de remerciement ont été acheminées aux donateurs⁸⁸, lesquels avaient été nombreux. À l'époque, la bibliothèque avait hérité de collections complètes des procès-verbaux de la Chambre des Lords britannique (1509-1849) et de la Jamaïque. La France a fait d'importants dons de 1849⁸⁹ jusqu'en 1950⁹⁰, et même par la suite⁹¹. Durant la Deuxième Guerre mondiale, le ministre de la Défense d'Ottawa avait donné à la Bibliothèque une reproduction du *Canada's book of remembrance*⁹² (liste des soldats tombés au combat entre 1915 et 1920). En 1994, le premier ministre Jacques Parizeau s'était vu offrir le livre du souvenir de la marine marchande canadienne, lequel fut versé à la Bibliothèque.

Plusieurs citoyens, étrangers ou nationaux, ont imité les autorités politiques. Les archives de l'institution en conservent de nombreuses traces. Des hommes politiques ont cédé des volumes parfois rares et précieux à leur bibliothèque. En 1843, B. H. Foley (Niagara) offrait le procès-verbal de la Chambre d'assemblée du Haut-Canada pour l'année 1821 que l'on ne possédait pas⁹³. En 1890, le bibliothécaire recevait *Histoire de Bayard*, un livre à tirage limité jugé « superbe » par un membre fondateur de l'Alliance française⁹⁴. En 1922, ce fut *Minutes de notaires*, deux volumes de généalogie des familles de la Saintonge et de l'Aunis offerts par Charles Dangibeaud, un notaire de Saintes, par l'intermédiaire

77. *Journaux...*, 1857, (12 mai), p. 387.

78. Rapport du bibliothécaire, 1918-1919, p. 10-11. On trouve les éléments essentiels de l'entente dans une lettre datée du 22 octobre 1935 adressée à T. D. Bouchard par le sous-secrétaire de la province, et à laquelle est annexée une lettre de James B. Childs de la Bibliothèque du Congrès (AAN, Fonds Marquis, dossier 1.9).

79. Rapport annuel des bibliothécaires conjoints, 1901-1902, dans *Débats*, 1902 (14 février), p. 9.

80. On trouve dans les rapports annuels (1919, 1920-1921, 1921, 1922, etc.) la liste des documents recus de Washington.

81. Lettre datée du 18 janvier 1935 adressée à Marquis (AAN, Fonds Marquis, dossier 16)

82. Lettre non datée adressée au « *State librarian* » du Québec par Josephine Norval, *Assistant State librarian* (*ibid.*, dossier 1.9). Autre lettre datée du 11 octobre 1944 (dossier 3.6) adressée à Marquis et signée J. Norval.

83. Lettre de Marquis datée du 29 octobre 1938 au *Provincial librarian* du Manitoba (*ibid.*, dossier 2.1).

84. Neil Harlow de l'Université de Californie écrit au *Provincial librarian* le 22 octobre 1945 et lui indique qu'il est intéressé à échanger les publications de l'État contre celles du Québec (*ibid.*, dossier 3.9).

85. La Bibliothèque aurait reçu en 1991-1992 au-delà de 16 400 documents à titre d'échange (*Bulletin de la Bibliothèque...*, vol. 29, n^{os} 1-2, mars 2000, p. 23, note 8).

86. « L'échange de publications parlementaires », *Bulletin de la Bibliothèque...*, *ibid.*, p. 3-5, 23.

87. Théophile Hudon (Collège des Jésuites) écrit à Marquis le 23 janvier 1945 : « *Je trouve des doubles que vous pourriez peut-être utiliser. Je suis prêt à vous les céder gratis* » (AAN, Fonds Marquis, dossier 3.7).

88. *Journaux...*, vol. 10, 1851, p. 292-293.

89. William Winder écrit dans son rapport annuel daté du 19 janvier 1849: « On a appris [...] que la république [...] était sur le point de faire un riche don à la bibliothèque [...] une importante série d'ouvrages historiques [...] comme un souvenir de l'ancienne liaison qui a existé entre cette colonie et la France ». *Journaux...*, 1849, p. 6.

90. Voir « Dons de la France à l'Assemblée, 1848-1870 », *Bulletin...*, vol. 35, n^{os} 3-4, octobre 2006, p. 31-33.

91. « ... quelques volumes d'histoire et science politique [...] par l'entremise de son consul à Québec... » (Rapport annuel 1953, daté du 4 février 1954, p. 2). On fait encore allusion à des dons semblables en janvier 1955.

92. AAN, Fonds Marquis, dossier 3.4. Le même volume fut versé à la bibliothèque de l'Assemblée albertaine en 1945 (*A history of the Legislative Library...*, préparé par D. B. McDougall, Edmonton, Legislature Library, 1979, p. 20).

93. *Journaux...*, 1843, appendice 3.

94. Rapport du bibliothécaire, 1890, dans *Débats du Conseil législatif*, 1890 (18 novembre), p. 65.

*Les modes d'acquisition de livres
en longue période constituent
un champ de recherche ouvert
aux chercheurs, étudiants ou
retraités, doctorants ou profanes.*

légaux ou administratifs, appels de dons¹¹⁰, etc. En somme, les différentes pratiques appliquées au cours des décennies ne sont pas le fait d'un établissement : elles s'inscrivent, pourrait-on dire, dans l'air du temps.

Conclusion

Ce rapide tour d'horizon révèle la pluralité des techniques compossibles et la grande diversité des moyens mis en branle pour étoffer la bibliothèque des parlementaires québécois, élus ou nommés, depuis 1802. Et encore pourrait-on s'arrêter à d'autres canaux ou à d'autres sources : dépôt des publications d'organismes internationaux (Nations Unies, Unesco, Bureau international du travail, etc.), acquisitions faites à l'occasion d'encans, échanges de doubles entre établissements documentaires. Les chemins de traverse sont donc nombreux. Et, en plus, on pourrait s'attarder aux principes d'acquisition manifestes d'abord, officiels ensuite, surtout à partir de 1984.

On notera aussi qu'on pourrait utiliser un prisme différent : celui des dons *ad extra*. Car, en parallèle des efforts consacrés à la composition d'une collection à jour et adaptée à des besoins en évolution constante, la Bibliothèque a caréné ou ajusté ses collections en prêtant ou en donnant des livres à d'autres bibliothèques de l'État (par exemple à la Nationale ou à des bibliothèques ministérielles), à des bibliothèques universitaires ou collégiales, et même à des bibliothèques de lecture publique (Société littéraire et historique de Québec et l'Athénée de Toronto, en 1846). Du côté des échanges, la Bibliothèque a eu à en coordonner le programme et à expédier les publications gouvernementales aux organismes échangistes.

Les modes d'acquisition de livres en longue période constituent un champ de recherche ouvert aux chercheurs, étudiants ou retraités, doctorants ou profanes. Les archives des bibliothèques laurentiennes recèlent bien des données oubliées. Et l'évolution en cours ou à venir n'a pas été évoquée : la multiplication des documents électroniques modifient les pratiques d'achat. Est-ce à dire qu'il faudra ranger les canaux évoqués (missions, achat de bibliothèques privées, etc.) au magasin des accessoires ? L'identification des martin-gales n'est pas chose aisée et l'avenir est un secret habituellement bien gardé. Mais on peut se consoler. Comme l'écrit Jean d'Ormesson : « *Le temps est l'âme de l'univers. Il se confond avec lui. [...] Il ne crée rien. Mais il transforme tout : il développe ce qui existe*¹¹¹. » Bref, l'évolution se poursuit. ▣

110. Lors du 150^e anniversaire de la bibliothèque parlementaire de la Nouvelle-Galles du Sud, les autorités politiques sollicitèrent des dons des députés, et les invitèrent à apposer leurs parafes sur un *ex-libris* de circonstance (*Recording & reviewing the parliamentary library in its sesquicentenary year ; annual report... 1989-1990*, Sydney, New South Wales parliamentary library, 1990, p. 41-42).

111. Jean d'Ormesson, *La création du monde*, roman, Paris, Robert Laffont, 2006, p. 99.